



**DIRECTION
DES COLLECTIVITES LOCALES
ET DE L'ENVIRONNEMENT**

A R R E T E
portant autorisation d'une installation classée
pour la protection de l'environnement.

Le Préfet des Côtes d'Armor
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le décret n° 82-389 du 10 mai 1982 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'action des services et organismes publics de l'Etat dans les départements ;
- VU la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, et la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;
- VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- VU le décret n° 53-578 du 20 mai 1953 modifié portant nomenclature des installations classées ;
- VU l'arrêté du Ministre de l'Environnement du 20 décembre 1982 relatif aux prescriptions applicables aux installations d'élevage de volailles soumis à autorisation ;
- VU la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;
- VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour son application, notamment les articles 40 et suivants ;
- VU la demande présentée par l'E.A.R.L FALAISE demeurant à LANDEHEN au lieu-dit "La Ville Corbelin" en vue de la régularisation de la situation administrative à cette adresse (section ZI n° 139) d'un élevage de 41 500 animaux-équivalents, et de son extension par la création d'un nouveau poulailler d'une capacité de 40 500 animaux-équivalents (poules pondeuses), installation classée pour la protection de l'environnement soumise à autorisation ;
- VU les plans et documents annexés à cette demande ;
- VU les résultats de l'enquête publique ;
- VU les délibérations des Conseils municipaux de LANDEHEN (26 mai 1994), SAINT-TRIMOEL (19 mai 1994), SAINT-GLEN (26 mai 1994), PENGUILLY (28 avril 1994), LAMBALLE (30 mai 1994) ;
- VU les avis des chefs de services départementaux des Affaires Sanitaires et Sociales, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Protection Civile, ainsi que celui du Directeur des Collectivités Locales et de l'Environnement, émis respectivement les 31 mai 1994, 15 avril 1994, 15 avril 1994 et 10 juin 1994 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1994 prorogeant pour une période de trois mois le délai d'instruction de la demande susvisée ;
- VU le rapport favorable de M. l'Inspecteur des Installations Classées en date du 7 octobre 1994 ;
- VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène en sa séance du 28 octobre 1994 ;
- VU les observations formulées par le demandeur en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;
- SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,

~ 2 / ...

- ARRETE -

ARTICLE 1er -

L'E.A.R.L FALAISE demeurant à LANDEHEN au lieu-dit "La Ville Corbelin" est autorisée à exploiter un élevage de volailles à cette adresse (section ZI n° 19) dont les bâtiments et les stockages de déjections sont implantés à 60 mètres et 95 mètres des tiers les plus proches et à plus de 50 m d'un cours d'eau.

ARTICLE 2 -

La capacité maximale de l'élevage classé sous la rubrique n° 58-6° de la nomenclature sera de 82 000 animaux-équivalents (poules pondeuses) de plus de un jour en présence instantanée, à savoir :

- élevage existant après régularisation :

41 500 animaux-équivalents
(poules pondeuses)

- élevage à créer :

40 500 animaux-équivalents
(poules pondeuses)

ARTICLE 3 -

Cette autorisation est accordée sous réserve du respect des conditions suivantes :

1°) observation des prescriptions ci-jointes de l'instruction technique annexée à l'arrêté ministériel du 20 décembre 1982 et de celles annexées à l'arrêté préfectoral du 14 mars 1990, à l'exception du 2°, les bâtiments étant situés à moins de 100 m d'un tiers ;

2°) Conformité aux mémoires et plans visés, annexés au présent arrêté lorsque ceux-ci ne sont pas contraires aux prescriptions du 1°) ci-dessus ;

3°) l'accès à tout cours d'eau des oiseaux aquatiques de basse cour est interdit sous réserve de l'application de l'article 18 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 ;

4°) Observation des prescriptions édictées dans le rapport du 7 octobre 1994 ci-annexé de l'Inspecteur des Installations Classées.

ARTICLE 4 -

La présente autorisation, accordée sous réserve du droit des tiers, n'équivaut pas à un permis de construire. Elle cessera d'être valable si l'établissement n'a pas été mis en service dans le délai de trois ans ou reste inexploité pendant plus de deux années consécutives.

ARTICLE 5 -

Toute transformation dans l'état des lieux et toute modification ou extension apportée à l'établissement, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, devra faire l'objet d'une nouvelle demande d'autorisation.

.../...

Tout changement d'exploitant fera l'objet d'une déclaration adressée par le successeur au Préfet du département des Côtes d'Armor dans le mois qui suivra la prise de possession.

ARTICLE 6 -

L'exploitant est tenu de déclarer, sans délai, à l'Inspection des Installations Classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de l'installation susvisée qui seraient de nature à porter atteinte à son environnement.

Il devra, en outre, se conformer aux prescriptions législatives et réglementaires édictées notamment par le Livre II du Code du Travail dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

ARTICLE 7 -

Une copie du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affichée à la porte de la mairie de LANDEHEN pendant une durée minimum d'un mois. Un même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation, par les soins de l'E.A.R.L FALAISE.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de l'E.A.R.L. FALAISE dans deux journaux d'annonces légales du département.

ARTICLE 8 -

"Délai et voie de recours" (article 14 de la loi n° 76-663) du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement) : la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée".

ARTICLE 9 -

Le Secrétaire Général de la Préfecture des Côtes d'Armor,
Le Maire de LANDEHEN,
L'Inspecteur des Installations Classées,
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée à l'E.A.R.L FALAISE pour être conservée en permanence par l'exploitant et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ainsi qu'aux maires de SAINT-TRIMOEL, SAINT-GLEN, PENGUÏLLY, LAMBALLE et LA MALHOURE pour information.

SAINT-BRIEUC, le **21 NOV. 1994**

LE PREFET
Pour le PRÉFET,
Le Secrétaire Général,

Signé : Jean-François PAGES

Pour copie conforme
L'Attaché Chef de bureau


M.S MOREAU.

